

# Déclaration de Terruel

EUROPE : UNE AUTRE ALIMENTATION EST POSSIBLE

Jorge Hernández - Vicent Garcés (CERAI-España)  
Clive Peckham (EAFL-Gran Bretaña)  
Bernard Xueref - Sophie Trintignac (FNCIVAM-Francia)  
Françoise Macé - Pierre Vuarin (FPH-Réseau APM Mondial-Francia)  
Arie Van Den Brand (In Natura-Holanda)  
Terruel, España, 22 septembre de 2001

(Document de synthèse de la Déclaration Finale de la Rencontre sur l'Alimentation en Europe qui a eu lieu à Terruel/Espagne en septembre 2001)

Le modèle agro-alimentaire dominant en Europe est à l'origine des graves crises alimentaires et de la malnutrition auxquelles sont soumises les populations (Dioxine, vache folle, fièvre aphteuse etc.). Il s'agit d'un modèle qui concentre de plus en plus les pouvoirs de décision en matière alimentaire dans les mains d'un nombre réduit de groupes d'entreprises qui imposent peu à peu des standards culinaires et des habitudes alimentaires qui réduisent, voire même éliminent une grande partie de la diversité culturelle et alimentaire de toutes les sociétés européennes. De même, on assiste à l'affaiblissement des systèmes démocratiques de participation et de contrôle social sur les instances de décision des politiques qui affectent l'alimentation.

Ce modèle agro-alimentaire a produit des résultats très négatifs sur la population européenne tels que l'illustrent les chiffres de l'Organisation Mondiale de la Santé en l'an 2000 : 130 millions d'européens souffrent de maladie d'origine alimentaire ; les pratiques déficientes d'alimentation au lait maternel conduisent à une malnutrition des enfants et compromettent leur croissance ; les carences en micronutriments sont importantes : 16% de la population souffre de déficit en iode, 20 à 30 % des adultes sont obèses, les chiffres augmentent de manière significative chez les jeunes ; un tiers des maladies cardio-vasculaires et cancéreuses sont en relation directe avec une alimentation déséquilibrée.

## I - QUELQUES CARACTERISTIQUES DE CE MODELE ALIMENTAIRE :

1. La mise en place d'un système de prix au producteur qui ne prend pas en compte les coûts réels de production, ni les impacts environnementaux et sociaux et qui empêche ainsi la juste évaluation des produits agricoles et de la distribution des aliments.
2. La mise en avant de valeurs de compétition et d'individualisme qui affaiblissent les organisations sociales et les institutions locales qui devraient intervenir dans la définition des politiques alimentaires.
3. L'existence d'un nombre réduit d'entreprises de distribution et de commercialisation possédant une forte capacité à imposer leurs propres intérêts à l'ensemble de la société, et qui interviennent comme arbitre dans la chaîne alimentaire.
4. La rigidité des contrats des services publics alimentaires et le jeu d'intermédiaires qui empêchent la bonne relation entre producteurs et consommateurs.
5. L'utilisation de critères pseudo-scientifiques pour orienter les conduites individuelles et collectives en matière d'alimentation.

6. La diffusion d'un concept de qualité alimentaire sans aucun contenu ayant pour objectif de favoriser les intérêts économiques des entreprises des secteurs de l'agro-industrie et de la distribution alimentaire.

7. L'application de politiques d'aides au secteur agro-alimentaire qui ne prennent pas en compte un véritable développement rural durable, la valeur nutritionnelle des aliments et leur qualité.

8. Le développement d'une restauration collective qui uniformise les aliments, sacrifie la qualité et ne répond pas aux besoins des groupes sociaux les plus vulnérables sur le plan nutritionnel tels que les enfants et jeunes au sein du système éducatif, les malades au sein du système sanitaire et les personnes âgées dans le système des maisons de retraite.

9. La tentative d'imposition d'un modèle alimentaire présenté comme le seul viable, adéquat et correct dans un monde global, avec le risque d'une perte de la diversité culturelle et culinaire des peuples européens ainsi que l'expansion de "la malbouffe".

La crise de ce modèle affecte autant les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs que l'ensemble des citoyens européens, qui ces derniers temps ont exprimé de diverses manières leur rejet de ce modèle. Nous nous trouvons face au développement de nouvelles exigences et de nouvelles attentes autant pour la production agricole que pour la production d'aliments.

Les enjeux de respect de l'environnement et de la nature, de maintien de la biodiversité, de respect de la diversité des paysages ruraux et de sécurité et souveraineté alimentaire sont présents dans grand nombre de déclarations des organisations sociales européennes.

Si l'actuel modèle agro-alimentaire de l'union européenne se maintient dans le temps et s'étend aux pays de l'Est, on verra augmenter les problèmes de sécurité alimentaire et de perte de diversité productive et alimentaire. C'est le patrimoine culinaire et culturel de tous les européens qui serait alors en danger.

L'actuel modèle alimentaire favorise également la malnutrition dans de nombreux secteurs, notamment les populations immigrantes et les groupes affectés par l'exclusion et la marginalisation. La malnutrition augmente non en raison de manque d'aliments mais en raison d'absence de droits.

## II - QUELQUES CONSIDERATIONS :

1. Les aliments ne constituent pas une simple marchandise et le système alimentaire ne peut être traité avec la seule logique de marché.

2. Revendiquer le droit individuel et collectif à l'alimentation, à l'équilibre nutritionnel et au bien être alimentaire.

3. Affirmer le droit des peuples à produire, à s'alimenter et à exercer leur souveraineté alimentaire.

4. Rejeter le fait que le seul moyen de faire face aux besoins croissants d'aliments dans le monde ne puisse se faire qu'à travers une agriculture et une pêche à grande échelle, industrielle et intensive.

5. Garantir le droit à une information complète sur tous les produits consommés. Il est nécessaire de renforcer la réglementation rigoureuse de l'étiquetage des aliments qui garantisse le droit à une alimentation saine et équilibrée, riche en micronutriments.

6. Promouvoir une agriculture, une pêche, dont les paysans, éleveurs et pêcheurs soient liés au territoire, et prioritairement orientée à satisfaire les besoins des marchés locaux et nationaux. Un système agro-alimentaire dont la priorité centrale soit l'être humain et qui préserve, valorise et encourage la multifonctionnalité et la gestion adéquate du territoire rural.

7.Considérer que les ressources génétiques appartiennent à toute l'humanité. Par conséquent, la biopiraterie et les brevets sur les êtres vivants doivent être interdits, y compris celles du développement des variétés stériles à travers des processus d'ingénierie génétique. Que le principe de précaution doit être strictement appliqué dans l'utilisation des organismes génétiquement modifiés.

8.Affirmer qu'il ne peut exister de qualité alimentaire sans qu'elle inclue le respect à la diversité de production, diversité culturelle et culinaire des citoyens européens.

9.Reconnaître la pluralité alimentaire comme élément significatif de l'identité des peuples d'Europe.

10.Exiger que l'alimentation et la nutrition soient déclarées comme prioritaires par les politiques publiques.

11.Exiger la promotion et l'incitation à une production agricole durable, en accord avec l'écologie et la santé des personnes à court et long terme.

12.Exiger l'augmentation des efforts publics et privés en matière d'éducation alimentaire tant au niveau local, régional que national.

13.Le bien-être alimentaire des êtres humains requiert le bien-être des animaux. Les citoyens européens n'acceptent plus les énormes coûts sociaux, économiques, environnementaux et sanitaires résultants de la crise de l'actuel modèle alimentaire.

### III – QUELQUES PROPOSITIONS :

1.Inciter des initiatives locales et de coopération à tous les niveaux, territoriaux, institutionnels et associatifs et qui renforcent un système agro-alimentaire durable en Europe.

2.Compléter la certification de qualité des aliments par un certificat d'exploitation durable (phytosanitaires, engrais, énergie, eau, biodiversité...) et incluant des voies de contrôle social.

3.Réglementer de manière appropriée et avec un plus grand contrôle démocratique, la publicité et la propagande en matière alimentaire afin d'éviter des effets néfastes sur la population.

4.Elaborer une Charte Européenne de la Restauration Collective qui inclue une éthique de l'usage de l'alimentation et un programme d'actions.

5.Donner priorité au bien-être nutritionnel de la population au moment de définir les politiques, notamment sanitaires, sociales, agricoles, économiques et environnementales.

6.Appuyer les dynamiques sociales et de mobilisation de l'opinion publique en accord avec l'affirmation qu'une autre alimentation est possible.

7.Articuler un Réseau Européen sur l'Alimentation qui facilite la communication, la transmission d'expériences, d'information et de propositions thématiques, concernant notamment la restauration collective et l'éducation alimentaire, entre les acteurs sociaux (producteurs, secteur sanitaire, éducateurs, nutritionnistes, restaurateurs, consommateurs, etc..) affectés par la crise du modèle alimentaire européen et avec la volonté d'avancer vers un modèle durable, socialement plus juste.

8.Reconnaître que les exigences de l'alimentation humaine requièrent un ample engagement social,

qui ne soit limité par aucune frontière. Les politiques économiques, sociales et agricoles ne doivent pas aller à l'encontre du droit des peuples à définir leurs propres politiques et stratégies durables de production, distribution et consommation d'aliments, garantissant ainsi le droit à l'alimentation pour toute la population, dans le respect des cultures et de la diversité des modes paysans de production, de commercialisation et de gestion des espaces ruraux.

Jorge Hernández - Vicent Garcés (CERAI-España)

Clive Peckham (EAFL-Gran Bretaña)

Bernard Xueref - Sophie Trintignac (FNCIVAM-Francia)

Françoise Macé - Pierre Vuarin (FPH-Réseau APM Mondial-Francia)

Arie Van Den Brand (In Natura-Holanda)

Teruel, España, 22 septembre de 2001

Jorge Hernández, Clive Peckham, Bernard Xueref, Françoise Macé, Pierre Vuarin, Arie Van Den Brand



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>